



## UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS FO DE L' AISNE

19 rue du Président Kennedy

02100 Saint-Quentin

☎ : 03.23.65.66.66    [udfo02@force-ouvriere.fr](mailto:udfo02@force-ouvriere.fr)

### 29<sup>E</sup> CONGRÈS DE L'UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS FO DE L' AISNE RÉSOLUTION GÉNÉRALE

Réuni le 17 octobre 2025 à Chauny, le 29<sup>e</sup> Congrès de l'Union Départementale des syndicats Force Ouvrière de l'Aisne inscrit ses travaux dans le cadre des résolutions du 25<sup>e</sup> Congrès Confédéral réuni à Rouen du 29 mai au 3 juin 2022.

#### CONTRE LES BUDGETS DE GUERRE QUI ÉTRANGLENT LES SERVICES PUBLICS ! POUR LE RAPPORT DE FORCE POUR LA SATISFACTION IMMÉDIATE DES REVENDICATIONS !

Le Congrès se réunit dans une situation marquée au plan international par l'accélération de la marche à la guerre, la généralisation des conflits armés, au premier rang desquels figurent le génocide de la population palestinienne et les centaines de milliers de morts provoqués par le conflit entre la Russie et l'Ukraine, et dont les conséquences se répercutent également sur les conditions de vie des travailleurs et de leurs familles.

Le Congrès rappelle son attachement à la devise fondatrice de la CGT-Force Ouvrière, « **Pain, Paix et Liberté** » et se félicite de l'envoi par le Secrétaire Général de la Confédération d'un second courrier au Président de la République, le 23 septembre, lui rappelant qu'au-delà de la très forte symbolique de la reconnaissance de l'État palestinien, « *cette situation de guerre, de bombardement, de famine organisée dépasse toutes les limites de l'entendement et de l'humanité* » et lui demandant « *de mettre en place un véritable corridor humanitaire sous l'égide des Nations unies (UNRWA) pour que les populations cessent de mourir de faim ou par manque de soins* » et de « *procéder à une rupture des relations diplomatiques avec Benjamin Netanyahu et son gouvernement, qui poursuit inlassablement son objectif de destruction de Gaza et des populations palestiniennes* ».

**Le Congrès condamne la marche à la guerre.** Il condamne l'utilisation qu'en font les gouvernements pour remettre en cause les droits des travailleurs et les conquêtes du mouvement ouvrier.

En France, les derniers développements en cours de la situation politique ont connu une accélération soudaine ces derniers jours avec, dans un premier temps la démission du Premier ministre Sébastien Lecornu le lundi 6 octobre, soit à peine plus de quatorze heures après la présentation de son gouvernement, puis sa re-nomination par le Président de la République au poste de Premier ministre le vendredi 10 octobre.

**Le moteur de cette crise politique, qui menace à tout moment de basculer en crise de régime et en crise de l'État lui-même, est connu : une écrasante majorité des salariés, des privés d'emploi, des jeunes et des retraités ne veut plus d'Emmanuel Macron. Un sondage réalisé après l'annonce de la démission de Sébastien Lecornu indique que 73 % de la population est désormais pour la démission du chef de l'État.**

Depuis deux mois, nombreux sont celles et ceux qui cherchent à « *tout bloquer* » pour stopper la politique de misère du gouvernement. Depuis le 10 septembre, la résistance s'organise

contre la politique des gouvernements Macron. Pour les centaines de milliers qui ont manifesté les 10 et 18 septembre, il y a urgence à bloquer la destruction des services publics et des droits des travailleurs. Il y a de même une aspiration profonde à bloquer le budget d'austérité et la marche à la guerre.

Le 2 octobre, les manifestations appelées par les syndicats et les actions de blocages se sont poursuivies dans de nombreux endroits mais la question de l'action efficace, de la grève pour gagner, était dans tous les esprits.

Avec la Confédération FO, **le Congrès rappelle que « les journées d'action n'ont pas permis d'obtenir satisfaction »**, aussi répétitives et massives soient-elles et que « pour gagner sur les revendications, à commencer par l'abrogation de la réforme des retraites et l'abandon de tout budget d'austérité », **le Congrès appelle tous les syndicats FO du département « à réunir les salariés pour discuter et décider la grève et sa reconduction, dans l'action commune partout où c'est possible »**.

L'Union Départementale des syndicats Force Ouvrière de l'Aisne, attachée à la Charte d'Amiens et aux statuts de la Confédération qui fondent l'indépendance de la CGT-FO vis-à-vis du patronat, des gouvernements, des partis ou groupements politiques, des religions et des groupes philosophiques, continuera à porter ses revendications dans l'esprit de la « vieille CGT » dont nous célébrons les 130 ans en 2025.

#### **POUR L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES ET TRAITEMENTS ET POUR L'EMPLOI.**

Alors que les dividendes versés aux actionnaires en 2024 ont battu un record historique avec plus de 100 milliards d'euros, les annonces budgétaires faites par le gouvernement le 15 juillet confirment la volonté de faire payer les travailleuses et les travailleurs, actifs, demandeurs d'emploi, retraités, malades...

**Le Congrès réaffirme que seule l'augmentation des salaires et des traitements est, structurellement, la réponse pérenne au maintien du pouvoir d'achat des salariés du privé comme des agents du public et refuse tout projet de budget d'austérité.**

Déterminé à poursuivre la lutte contre les mesures d'austérité et face à la hausse des prix, à l'accroissement des inégalités, à l'explosion des dividendes versés aux actionnaires le Congrès revendique :

- **L'augmentation immédiate des grilles de salaires et le retour à l'échelle mobile des salaires ;**
- **L'augmentation du SMIC à hauteur de 80 % du salaire médian ;**
- **L'augmentation significative et immédiate de la valeur du point d'indice de la Fonction Publique permettant de résorber la perte de pouvoir d'achat accumulée par les fonctionnaires depuis 2000, soit environ 30 % ;**
- **L'égalité salariale entre les femmes et les hommes, ce qui améliorerait les recettes de notre protection sociale collective ;**
- **La revalorisation des minimas sociaux, des pensions et retraites et le retour à l'indexation sur les salaires.**

Selon un récent rapport de la commission d'enquête du Sénat, les aides publiques aux grandes entreprises ont atteint 211 milliards d'euros en 2023. Alors que les plans sociaux économiques (PSE) se multiplient, le Congrès revendique la conditionnalité des aides publiques, notamment sur la base de critères de maintien des emplois sur les sites de production et de recherche et son opposition à toute exonération de cotisations patronales.

**Le Congrès revendique une véritable politique de l'emploi** accompagnée d'une réelle volonté de réindustrialisation du pays et rappelle que les pénuries de main d'œuvre résultent

du manque d'attractivité des métiers et ne sont pas le fait des privés d'emploi. **Pour le Congrès, le CDI à temps plein doit être la norme qui régit les relations contractuelles entre le salarié et l'employeur dans le secteur privé.**

Le Congrès doit hélas constater que les politiques dites d'accompagnement et/ou de lutte pour l'emploi n'amènent aucune solution durable la plupart du temps.

Les patrons, eux, profitent des effets d'aubaine et, notamment, d'exonérations en tout genre depuis la mise en place des premières mesures soit-disant en faveur de l'emploi au milieu des années 1970.

Les fermetures d'usines et les annonces de restructurations se multiplient. Le constat est évident : les attaques contre service public de l'emploi, contre l'inspection du travail et contre l'AFPA contribuent à ce désastre.

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2025, France Travail a considérablement renforcé son dispositif de contrôle des demandeurs d'emploi, dispositif dit « *d'accompagnement personnalisé* » qui s'inscrit dans l'objectif de la réforme « *plein emploi* ». L'objectif de France Travail est de tripler le nombre de contrôles d'ici à 2027 pour atteindre 1,5 millions de contrôles. Avec la création prévue de 300 conseillers supplémentaires dans les services de contrôle, le nombre total de contrôleurs passera à 900, pour la France entière. Chaque conseiller devra ainsi réaliser une moyenne de 138 contrôles par mois (ce chiffre exorbitant ne tenant même pas compte des congés, absences, suivis administratifs, réunions, etc.). C'est clairement de l'abattage et c'est toujours la même logique : fixer des objectifs inatteignables aux agents, organiser la sélection des demandeurs d'emploi et sous-traiter massivement ce qui étaient des missions publiques vers le secteur privé avec espèces sonnantes et trébuchantes.

**Le Congrès exige l'abrogation de la réforme dite « *plein emploi* »** qui impose également aux allocataires de réaliser 15 heures minimum d'activité hebdomadaire pour percevoir le RSA. Il s'oppose à la suppression de l'allocation de solidarité spécifique (ASS).

## **DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC, LA FONCTION PUBLIQUE ET LES STATUTS DES FONCTIONNAIRES.**

**Le Congrès rappelle son attachement indéfectible à une fonction publique statutaire de carrière, garante de l'égalité des droits des agents sur tout le territoire et de l'égalité de traitement des citoyens.**

Depuis plus de deux décennies, les agents publics font face à un appauvrissement silencieux mais profond. Leur engagement quotidien au service de l'intérêt général est aujourd'hui contredit par une réalité implacable : travailler ne suffit plus à vivre dignement.

En 2025, la situation est critique : une perte de pouvoir d'achat de 31,5 % depuis 2000 – soit l'équivalent d'un mois de salaire par an ; des carrières figées, rendues invisibles par tassement des grilles indiciaires ; des droits rognés année après année, avec la suppression de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA), le maintien du jour de carence et, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2025, la perte de 10 % de l'ensemble de la rémunération (hors supplément familial de traitement et indemnité de résidence) en cas de congé maladie ordinaire (CMO).

**Le Congrès réaffirme sa détermination à défendre les spécificités des trois versants de la Fonction Publique, les statuts des personnels, à commencer par le statut général des fonctionnaires, contre la contractualisation, et continue d'exiger l'abrogation de la loi dite de « *transformation de la fonction publique* » de 2019 qui organise la destruction progressive du statut général et des statuts particuliers.**

De même, avec la Confédération Force Ouvrière, le Congrès dénonce les suppressions continues de postes de fonctionnaires amenant des services publics aux fonctions essentielles au bord de l'effondrement (Santé, Éducation, Sécurité, Transports, Finances ...).

Ainsi, après des décennies de destruction systématique du système hospitalier, des études récentes démontrent que le manque de lits, dans les services hospitaliers, pour prendre en charge correctement les patients entraîne une surmortalité de 10 %, et même de 30 % pour les pathologies les plus graves.

Une instruction du ministère de la santé, adressée le 18 juillet 2025 aux directeurs des agences régionales de santé, préconise que les hôpitaux doivent se préparer à faire face à des « *situations de crise* » et un possible « *engagement majeur* » de la France d'ici à mars 2026. Selon les documents révélés par le Canard Enchaîné, le milieu médical français doit pouvoir être prêt à réagir en cas de conflit armé généralisé en Europe. Ainsi, la création de centres médicaux est envisagée dans le but d'accueillir des patients étrangers blessés au combat.

A l'Éducation Nationale, la rentrée 2025 s'est déroulée dans des conditions désastreuses. De l'aveu même de la ministre Elisabeth Borne, encore en poste début septembre, il manquait plus de 2 500 professeurs dans les lycées et collèges. Dès le mois de janvier 2025, c'est toute la population qui s'est mobilisée contre les suppressions de postes, de classes et les fermetures d'écoles. Parents, personnels et élèves étaient côte à côte dans une bataille unie contre les décisions du gouvernement. Les mobilisations se sont poursuivies même après le début des vacances d'été, la détermination est restée intacte en cette rentrée car la situation est même pire que prévue dans certains établissements.

Le Congrès a pris connaissance du projet du président du Conseil départemental de l'Aisne de soumettre au vote du conseil la fermeture du collège public de Montcornet à la rentrée 2026.

**Le Congrès dénonce ce projet de fermeture ainsi que tout autre projet de fermeture pouvant concerner d'autres établissements et exige que le collège de Montcornet soit maintenu.**

De même, dans une situation où la déclinaison des mesures d'austérité au sein des collectivités conduit à effectuer des coupes dans les budgets de fonctionnement des établissements scolaires, réduisant les fonds servant à financer le chauffage, l'électricité, l'entretien et la rénovation des locaux et dégradent ainsi les conditions de travail des personnels et l'accès à l'instruction des élèves, le Congrès dénonce les recommandations adressées par la région des Hauts de France aux lycées de se tourner vers des financements privés.

**Le Congrès réaffirme au contraire son refus de toute mesure de privatisation de l'école et son attachement au principe « fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée ».**

Avec la Confédération FO, le Congrès rappelle que le service public nécessite des moyens. Ce n'est pas un coût, c'est une richesse, un moyen de réduire les inégalités et de redistribuer justement les richesses. Il n'y a pas de République sans service public !

Le Congrès exige de meilleurs moyens pour un meilleur service aux usagers, pour ce qui est essentiel à la vie d'un pays et de ses habitants : l'école, la santé, la protection sociale, la sécurité, la justice, l'aménagement du territoire, l'écologie, la culture ...

Le Congrès revendique :

- **Le recrutement de fonctionnaires titulaires par concours afin de répondre aux besoins fondamentaux de la population sur tout le territoire et pour accompagner les publics les plus fragiles ;**
- **L'arrêt des fermetures de services et un renforcement des services publics de proximité, auquel ne répond pas, loin s'en faut, le dispositif des maisons France Services ;**
- **Une véritable politique d'investissements publics dans le domaine de l'énergie, du transport public et pour répondre aux nouveaux défis de transition**

**écologique avec le maintien de tarifs sociaux ou la gratuité pour les plus défavorisés ;**

- **Une réflexion approfondie et un réel débat sur les besoins en termes de missions publiques et quels services publics pour les mettre en œuvre.**

## **DÉFENDRE LES RETRAITES ET LA PROTECTION SOCIALE COLLECTIVE ET SOLIDAIRE.**

Alors que l'éphémère Premier ministre Lecornu a déclaré récemment vouloir maintenir la réforme des retraites, le rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a proposé de créer une « *caisse autonome* » pour les fonctionnaires d'État qui, à ce jour, sont toujours régis par le statut, qu'ils soient en activité ou en retraite. En clair, ce qui est envisagé c'est de considérer la fonction publique d'État comme un « *régime spécial* » pour l'agréger aux comptes du régime général. Ce que porte ce rapport c'est le démantèlement du code des pensions civiles et militaires pour financer la politique budgétaire de Macron. C'est un nouveau coup de force contre les retraités de toutes catégories.

**Avec la Confédération FO, le Congrès exige l'abrogation de la réforme des retraites 2023, réforme injuste, brutale et injustifiée. Il rappelle son attachement au régime de retraite par répartition, maintient sa totale opposition à un régime universel par point et à un régime de retraite de base par capitalisation.**

**Le Congrès exige le maintien de tous les régimes, de toutes les caisses,** le Code des pensions civiles et militaires ainsi que le maintien du FSPOIE (Fonds Spécial des Pensions des Ouvriers des établissements Industriels d'État), indispensable à la protection des droits des ouvriers de l'État.

Le Congrès dénonce les mesures envisagées contre les retraités, en particulier le gel des pensions, le gel de l'ASPA (Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées), la suppression de l'abattement fiscal de 10 %. Il revendique le retour à l'indexation des pensions sur les salaires et exige le rattrapage des pertes subies par les retraités.

**Le Congrès porte et continuera de porter la revendication issue du 25<sup>e</sup> Congrès Confédéral, un retour de la retraite à 60 ans et 37,5 annuités.**

En 2025, la Sécurité sociale fête ses 80 ans. Une « *vieille dame* » toujours aussi moderne, initialement conçue comme facteur d'émancipation du monde travailleur, qui joue son rôle d'amortisseur de crise, qui nous accompagne à chaque étape de la vie et dont la création est issue de travaux de syndicalistes, à l'image de Georges Buisson, le véritable fondateur de la Sécu.

Et ce 80<sup>e</sup> anniversaire de la Sécurité sociale est marqué par une accélération visant à réaliser les vœux du patronat et donc la liquidation de cette conquête majeure.

L'offensive passe en premier lieu par la remise en cause du financement de la Sécu.

C'est dans ce contexte que le gouvernement ne cesse de développer une propagande pour répondre aux vœux du Medef d'en finir avec le financement de la Sécu par les cotisations.

Les cotisations sociales, ce ne sont pas un « *prélèvement obligatoire* » (dont on nous rebat les oreilles sous prétexte que la France en serait la championne du monde), mais une partie du salaire due par le patron. Le salaire, dont sa partie socialisée que sont les cotisations, n'a absolument rien à voir avec un impôt ou une taxe, c'est le paiement par le patron de la force de travail. Les cotisations, c'est du salaire ! Y toucher, c'est toucher à notre salaire. La politique d'exonérations suivie depuis plus de trente ans est une politique de baisse des salaires.

**Avec la Confédération FO, le Congrès rappelle son attachement indéfectible aux principes fondateurs de la Sécurité sociale de 1945, gérée par les assurés eux-mêmes et appuyée sur la cotisation sociale, principe même du salaire différé.**

C'est pourquoi **le Congrès continuera de s'opposer à toute fiscalisation de la Sécurité sociale** opérée par les lois de finances successives, transformant la Sécurité sociale en une variable d'ajustement budgétaire aux mains des gouvernements dans le but de basculer vers un système assurantiel, individuel et privé.

## **DÉFENDRE LA LIBERTÉ SYNDICALE, CONSTRUIRE ET DÉVELOPPER LE SYNDICALISME LIBRE ET INDÉPENDANT.**

**Indépendance et liberté syndicale** - Le Congrès réaffirme son attachement à l'indépendance de l'Union Départementale des syndicats FO de l'Aisne à l'égard du patronat, des gouvernements, des partis, des groupements ou rassemblements politiques, de tout mouvement sectaire ou religieux. De même, le Congrès rappelle son attachement indéfectible aux principes inscrits dans la Charte d'Amiens de 1906, pour laquelle *« dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. »*.

En effet, avec la Confédération, le Congrès rappelle que *« FO est essentiellement attachée à la démocratie, à la République laïque, et à l'Etat de droit, fondé en particulier sur la séparation des pouvoirs, le respect des droits de l'homme, dont les droits fondamentaux au travail, au titre desquels figurent la liberté syndicale, le droit de négociation collective et la liberté d'expression et de manifestation consacrés par l'Organisation Internationale du Travail »*.

Le 29<sup>e</sup> Congrès de l'Union Départementale des syndicats FO de l'Aisne réaffirme sa condamnation des lois dites de représentativité (du 20 août 2008, du 5 juillet 2010 et du 15 octobre 2010) issues de la position commune CGT, CFDT, MEDEF et CGPME qui constituent une atteinte à la liberté syndicale et de négociation, ainsi qu'aux lois Rebsamen I et II, loi Travail, EL KHOMRI et ordonnances MACRON qui remettent en cause le principe de faveur et inversent la hiérarchie des normes, piliers de notre édifice républicain en matière sociale. Le Congrès revendique donc l'abrogation de ces lois.

**Développement** - Pour le Congrès, la défense du syndicalisme libre indépendant passe d'abord par la construction et le développement de la Confédération FO et de ses syndicats. Dans cette perspective, il appelle plus que jamais les adhérents, militants, sections et syndicats à se développer et à militer au sein de l'Union Départementale FO et de ses Unions Locales afin de poursuivre et de renforcer l'action syndicaliste et interprofessionnelle.

Le Congrès rappelle par ailleurs que si l'action revendicative pour la défense des intérêts matériels et moraux des salariés et agents de la Fonction publique constitue la raison d'être du syndicat, qu'elle prenne la forme de la négociation ou celle de la mobilisation par la grève et les manifestations, l'assistance juridique et syndicale occupe également une part importante de ses activités quotidiennes et constitue à ce titre un appui pour la construction et le développement du syndicat.

**Élections professionnelles, paritarisme** - Le Congrès *« appelle au renforcement de nos syndicats, à présenter des listes partout où cela sera possible et à implanter le syndicat partout où FO est absente. L'indispensable développement de notre Organisation Syndicale passe par la syndicalisation d'une part et l'accroissement de notre audience d'autre part »*.

**Enfin, le Congrès appelle l'ensemble des travailleurs, du public et du privé, les privés d'emploi, les retraités et les jeunes à rejoindre l'Union Départementale des Syndicats FO de l'Aisne pour satisfaire leurs justes revendications, reconquérir les conquêtes remises en cause par les gouvernements successifs et le patronat et, de ce fait, concourir au succès de leur idéal.**